

NOMINATIONS

Par décret n° 93-2119 du 25 octobre 1993 :

Les ingénieurs en chef désignés ci-après :

Ahmed Friâa

Abderrazak Hamrouni El Medeb

Mohamed Zbiba

Abdelmajid Affès

Mohamed Jedidi

et Taieb Sâadi,

Sont nommés ingénieurs généraux.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Décret n° 93-2120 du 25 octobre 1993, fixant les conditions et les modalités d'intervention du fonds de dépollution.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des finances et du ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 74-73 du 3 août 1974 portant création de l'office nationale de l'assainissement,

Vu le code des eaux promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975,

Vu la loi 88-91 du 2 août 1988 portant création de l'agence nationale de protection de l'environnement telle que modifiée par la loi n° 92-115 du 30 novembre 1992,

Vu la loi n° 92-122 du 29 décembre 1992 portant loi de finances pour la gestion 1993 et notamment ses articles de 35 à 37,

Vu le décret n° 79-768 du 8 septembre 1979 réglementant les conditions de branchement et de déversement des effluents dans le milieu récepteur,

Vu le décret n° 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur,

Vu le décret n° 90-2273 du 25 décembre 1990 portant statut des experts contrôleurs de l'agence nationale de protection de l'environnement,

Vu l'arrêté du 20 juillet 1989 portant homologation de la norme tunisienne relative aux rejets d'effluents dans le milieu hydrique,

Vu l'avis du ministre du plan et de développement régional,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Chapitre I : Dispositions Générales

Article Premier - Le fonds de dépollution (FODEP) institué par les articles de 35 à 37 de la loi susvisée n° 92-122 du 29 décembre 1992 a pour objet d'encourager les actions concourant à la protection de l'environnement contre la pollution industrielle par la participation au financement de projets d'installations visant à réduire ou à éliminer la pollution occasionnée par les entreprises industrielles et de projets d'unités de collecte et de recyclage de déchets.

Le fonds peut concourir au financement d'installations communes de dépollution réalisées par des opérateurs publics ou privés pour le compte de plusieurs entreprises industrielles exerçant les mêmes activités ou génératrices de la même pollution.

Art. 2. - Le fonds de dépollution est alimenté par :

- les dons et les prêts accordés à l'Etat tunisien et destinés à lutter contre la pollution et à la protection de l'environnement

- les contributions des entreprises polluantes et les ressources fiscales qui seront instituées au profit du fonds

- les dotations du budget de l'Etat

- les sommes provenant du remboursement des prêts accordés par ce fonds

- Toutes autres ressources susceptibles d'être allouées audit fonds conformément à la législation en vigueur.

Art. 3. - Le concours du fonds de dépollution est accordé par décision du ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire après avis de la commission consultative visée à l'article 9 du présent décret.

Art. 4. - La gestion du FODEP est confiée à l'agence nationale de protection de l'environnement (ANPE) par convention à conclure entre celle-ci et le ministère des finances.

Cette convention précisera notamment les procédures et les modalités de déblocage des concours dudit fonds.

Art. 5. - Le concours du FODEP est accordé sous forme de subvention calculée par référence au coût d'investissement initialement agréé sans que son montant dépasse 20% du coût.

Chapitre II : Conditions d'éligibilité

Art. 6. - L'octroi du concours du fonds de dépollution est subordonné aux conditions ci-après :

1) l'entreprise doit avoir fait l'objet d'un constat de pollution établi par les experts contrôleurs de l'ANPE

2) présentation d'une étude du projet élaborée par un bureau d'étude spécialisé, le bureau ainsi que l'étude doivent être agréés par l'ANPE

3) établissement d'un contrat programme avec l'ANPE spécifiant le calendrier des opérations à réaliser, les résultats escomptés et les procédures de suivi et de contrôle de la réalisation

4) présentation d'un schéma d'investissement et de financement comportant au moins 30 % de fonds propres.

Pour les unités de collectes et de recyclage des déchets, l'octroi du concours du fonds est subordonné à la réalisation des conditions citées aux points 2 et 4.

Art. 7. - Dans le cas où la réalisation d'un projet portant sur des installations communes à plusieurs entreprises est confiée à un opérateur public ou privé, un contrat de prestation de services doit être conclu entre celui-ci et les entreprises concernées. Ce contrat doit prévoir les obligations des parties, un calendrier d'exécution et les conditions techniques et financières de réalisation.

Dans ce cas, le déblocage des concours se fait directement au profit de l'organisme chargé de la réalisation des installations.

Chapitre III : Présentation des dossiers

Art. 8. - Les dossiers des demandes de concours du FODEP doivent être présentés à l'ANPE et doivent comporter :

- un formulaire fourni par l'ANPE, dûment rempli et signé par les intéressés

- un dossier technique comportant :

* l'étude du projet agréé par l'ANPE

* le contrat programme conclu avec l'ANPE.

- un schéma d'investissement et de financement tel qu'indiqué à l'article 6 du présent décret.

Chapitre IV : La commission consultative chargée de l'octroi du concours du FODEP

Art. 9. - Les demandes de bénéfice du concours du FODEP sont soumises pour avis à une commission consultative siégeant au ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire et présidée par le ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire ou son représentant et composée par les membres représentant :

- le ministre de l'intérieur
- le ministre des finances
- le ministre de l'économie nationale
- le ministre du plan et du développement régional
- la banque centrale de Tunisie
- l'agence nationale de protection de l'environnement.

Les membres de la commission sont nommés par décision du ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire sur proposition des départements et organismes concernés.

La commission peut inviter toute personne ou organisme dont l'avis sur un aspect particulier des dossiers pourrait l'éclairer tel que les centres spécialisés.

Art. 10. - La commission visée à l'article 9 du présent décret étudie les dossiers présentés et instruits par l'ANPE, les classe en fonction des priorités en matière de protection de l'environnement et émet un avis sur l'acceptation ou le rejet de ces dossiers et éventuellement sur le montant du concours du FODEP et le calendrier de son déblocage.

Le concours du FODEP est servi en trois tranches et à chaque fois après constat de l'avancement des travaux établi par l'ANPE. Chaque tranche successive ne sera servie qu'après réalisation des travaux correspondant à la tranche qui la précède.

Art. 11. - L'avis de la commission est adopté par la majorité des voix des membres présents et en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La commission ne peut valablement siéger qu'en présence de quatre membres au minimum.

Art. 12. - Le secrétariat de la commission visée à l'article 9 du présent décret est assuré par l'ANPE, elle prépare l'ordre du jour et les convocations et les communique aux membres une semaine au moins avant la date fixée pour la réunion.

Art. 13. - Les avis de la commission sont consignés dans des procès verbaux et soumis au ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire pour décision.

Art. 14. - Le ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, émet des décisions d'octroi du concours du FODEP et transmet des copies de ces décisions au ministre des finances et au ministre du plan et du développement régional.

Art. 15. - La non exécution ou le non respect des conditions du contrat programme visé à l'article 6 ci-dessus peut entraîner la déchéance du concours du FODEP.

La déchéance est décidée par le ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire après avis de la commission visée à l'article 9 du présent décret qui aura au préalable entendu le bénéficiaire concerné.

La décision de déchéance rend immédiatement exigible le concours du FODEP déjà déblocqué.

Art. 16. - Les ministres des finances, du plan et du développement régional et de l'environnement et de l'aménagement du territoire, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 octobre 1993.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DU TRANSPORT

Décret n° 93-2121 du 25 octobre 1993, relatif à la composition du conseil d'administration de la Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre du transport,

Vu la loi n° 69-31 du 9 mai 1969, portant approbation des statuts de la Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens et notamment son article 5,

Vu la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi des finances pour la gestion 1987 et notamment son article 75,

Vu la loi n° 88-60 du 2 juin 1988, portant loi des finances complémentaire pour la gestion 1988 et notamment son article 9,

Vu la loi n° 89-9 du 1er février 1989, relative aux participations et entreprises publiques,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète :

Article premier. - Le conseil d'administration de la Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens est composé d'un président directeur général nommé par décret et de dix membres désignés par arrêté du ministre du transport, dans les conditions ci-après :

a) huit membres représentant l'administration comme suit :

- un représentant du Premier ministre
- un représentant du ministère du transport
- un représentant du ministère des finances
- un représentant du ministère du plan et du développement régional
- un représentant du ministère de l'équipement et de l'habitat
- un représentant du ministère de l'économie nationale
- un représentant du ministère de l'agriculture
- un représentant de la Banque Centrale de Tunisie.

b) deux membres appartenant au personnel de la société choisis sur une liste de dix membres présentés par l'organisation syndicale à savoir :

- un agent du personnel des cadres
- un agent des personnels ouvrier et employé.

Art. 2. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 3. - Le ministre du transport est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 octobre 1993.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DES SCIENCES

SITUATION ADMINISTRATIVE

Décret n° 93-2122 du 25 octobre 1993 :

Monsieur Habib Antit, administrateur général chargé des fonctions de directeur des ressources humaines (section de l'éducation) au ministère de l'éducation et des sciences, bénéficie en vertu du décret n° 91-804 du 25 mai 1991 d'une indemnité de gestion administrative et financière.

DEROGATION

Décret n° 93-2123 du 25 octobre 1993 :

Il est accordé, à Monsieur Abdelhamid Bouraoui, assistant d'enseignement supérieur au Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et sociales de Tunis, une dérogation d'exercice dans le secteur public à titre de régularisation pour la période du 1er octobre 1989 au 30 septembre 1990.